

III) Interdépendance par la circulation des capitaux : la globalisation financière:

A) Les IDE

1) Effets des IDE sur le pays d'accueil

L'effet sur l'emploi des pays d'accueil est sans doute le plus connu et le plus espéré aussi il explique pourquoi les Etats-Nations souvent frileux jusque dans les années 70 déroule maintenant le tapis rouge pour accueillir les multinationales étrangères avec leurs emplois mais aussi les recettes fiscales sociales et autres retombées indirectes (voir la concurrence acharnée que s'étaient livrée l'Espagne et la France pour la création d'un parc Disney à Marne-la-Vallée).

Les filiales étrangères des sociétés transnationales emploient en 2002 près de 53 millions de personnes.

Mais il y a un revers à la médaille : l'emploi intérieur devient dépendant de décisions prises ailleurs et parfois le reflux de l'emploi succède à l'enthousiasme de l'arrivée : Daewoo, Renault-Villeverde...

Mais il existe d'autres effets (Diapo) :

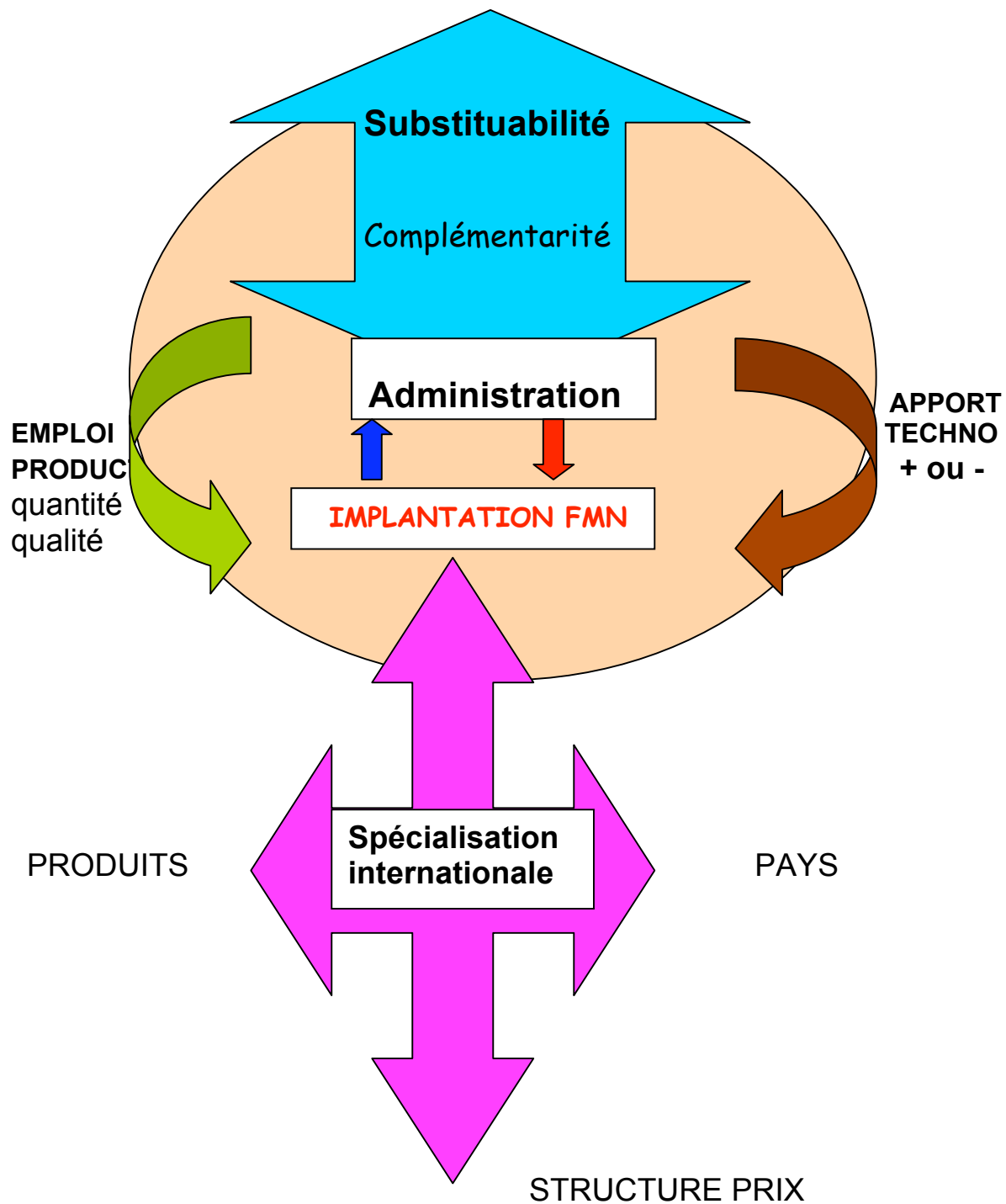
Effets des FMN sur le pays d'accueil.

Sur le commerce extérieur du pays : effets de substituabilité ou de complémentarité

Sur la spécialisation internationale du pays : effets d'agglomération, effet sur la spécialisation

Sur la structure économique interne : effets sur l'emploi, sur la production, sur la technologie

Sur les finances publiques : augmentation des rentrées fiscales et /ou coûts des avantages offerts



Pour les pays en développement, l'attraction d'investissements directs peut constituer un moteur de la croissance et faciliter l'insertion dans l'économie mondiale. Il conviendra cependant de ne pas se laisser enfermer dans des spécialisations fondées sur l'exploitation des

faibles taux de salaires, mais d'utiliser au mieux l'arrivée des firmes étrangères comme catalyseur d'un processus de développement plus durable.

Pour les pays développés la présence du capital étranger peut aussi susciter des résistances : la question du patriotisme économique. Exemples :

22/02/06 OPA de ENEL electricien italien sur SUEZ pour contrôler Electra Bell implantée en Belgique : Villepin annonce alors rapprochement Suez et GDF (ce qui ferait tomber contrôle de l'Etat, à moins de 50%)+ « pilules empoisonnées » du ministre de l'Economie (T. Breton). Stratégie dénoncée comme protectionniste en Italie mais aussi par Barroso Président de la Commission européenne.

Eon, groupe allemand près à racheter Endesa Espagne convoitée par Gaz Natural autre producteur espagnol d'énergie.

En fait on constate l'absence de politique énergétique européenne mise à part la déréglementation du marché de l'énergie en 1997.

Conséquence : chaque pays européen cherche à se doter d'un champion dans le domaine énergétique.

La capitalisation boursière de certaines entreprises les rend fragiles à des OPA hostiles, d'autres non soit qu'elles soient trop grosses soit qu'elles soient contrôlées par l'Etat. Les fusions- absorptions sont rarement des mariages d'amour, mais souvent du « cannibalisme ».

Avec des conséquences sur le pays en termes d'emplois (exemple Pechiney rachetée par Alcan, ou bien Arcelor par Mittal) mais aussi et surtout à plus long terme sur la maîtrise technologique, atout essentiel dans la compétition économique mondiale. Le rachat d'une entreprise s'apparente parfois au pillage technologique : pour éviter des fuites technologiques dans le domaine de la Défense le gouvernement US a mis a part le département défense de Lucent qui par ailleurs projette de s'allier à Alcatel dans le secteur des équipementiers électroniques. Le « Patriotisme économique » est sans doute une expression malheureuse : mais la question fondamentale reste posée : fusion franco-française ou européennes doivent avoir un fondement en terme de stratégie économique et de cohérence du projet industriel, et non répondre au seul critère court-termiste de profit.

2) Effets des IDE sur le pays d'origine

Encore une fois c'est l'emploi qui fait la une des journaux et plutôt pour le pire que pour le meilleur : Metalleurop, JVC, Continental, Alcatel, St microélectronique, Alstom... Ces noms désignent des entreprises dont le point commun est d'avoir fermé des établissements implantés en France tout en délocalisant leur production vers l'étranger.

Les secteurs de l'industrie concernés par les délocalisations sont nombreux : cuir, textile, habillement, métallurgie, électroménager, automobile, électronique... Egalement touché, le secteur tertiaire : centres téléphoniques, informatique, comptabilité... A vrai dire, toute

production de masse et tout service répétitif sont susceptibles d'être délocalisés dans des territoires où le coût de la main d'œuvre est nettement moindre.

Au sens strict, elle désigne le déplacement vers l'étranger d'une activité économique existante en France vers l'étranger dont la production est ensuite importée en France.

En réalité l'impact des délocalisations sur les pertes d'emplois est faible :

L'emploi industriel passe en France de 26% de la population active en 1981 à 17% en 2003. Les destructions nettes d'emplois industriels s'élèvent à 8000 en 2001, 91000 en 2002, et 94000 en 2003, et 150000 depuis la crise de 2008.

L'essentiel de ces pertes est dû à la poursuite de la hausse du secteur tertiaire dans le PIB depuis 1975, au progrès technique et à la mécanisation qui réduisent les besoins en travail dans les tâches de production, et en partie seulement (10% à 20%) des pertes d'emplois industriels sont attribuables à la montée des pays émergents, la plus grande partie relevant de la sous-traitance, la plus petite d'opérations de délocalisations.

IDE ≠ DELOCALISATION ≠ SOUS-TRAITANCE ≠ DESINDUSTRIALISATION

Les déterminants des IDE ne se limitent pas à la recherche des bas salaires, comme le confirment les statistiques de flux. Même dans les entreprises du textile cuir chaussure le coût du travail ne représente qu'un déterminant relativement secondaire des choix de localisation : les infrastructures de transport le taux de change, le prix des assurances, les droits de douanes et les coûts d'importation des matières premières contribuent souvent à augmenter le coût de production dans les pays où la MO n'est pas chère.

Ce qui compte pour une entreprise c'est le coût salarial unitaire, cad le coût du travail corrigé de la productivité de ce dernier. Et là où les travailleurs sont instruits qualifiés en bonne santé motivés ce coût peut être bcp plus bas que dans les pays à bas salaires.

Exemple fourni par S. Berger dans « Made in Monde » ed seuil 2006 rappelle que $\frac{1}{4}$ de la production de montures de lunettes se fait à côté de Venise dans le haut de gamme. Il n'y a pas de secteur condamnés pour les pays riches mais des des stratégies perdantes : faire du bas de gamme et la course aux bas salaires : ex du textile avec la concurrence chinoise il faudrait délocaliser les usines installées dans le Magreb vers la Turquie puis la Réunion, puis Maurice, puis la Chine, puis à l'intérieur de la Chine, puis dans les campagnes du Bengale...combien coûtent ces délocalisations successives ? Les seules ressources dans le textile sont désormais à rechercher dans l'innovation, la conception, la qualité, la renommée de la marque, la proximité du client...

Pour les pays développés, si les IDE sortant ne semblent pas engendrer de réduction de production, ils doivent cependant modifier la demande de travail aux dépens des travailleurs les moins qualifiés en charge des tâches qui sont délocalisées ; cette évolution impose donc la mise en place de politiques d'accompagnement social et d'investissement dans l'éducation et la formation professionnelle.

Refuser l'implantation des capitaux dans les pays étrangers sous prétexte de préserver l'emploi dans le pays d'origine c'est aussi renoncer

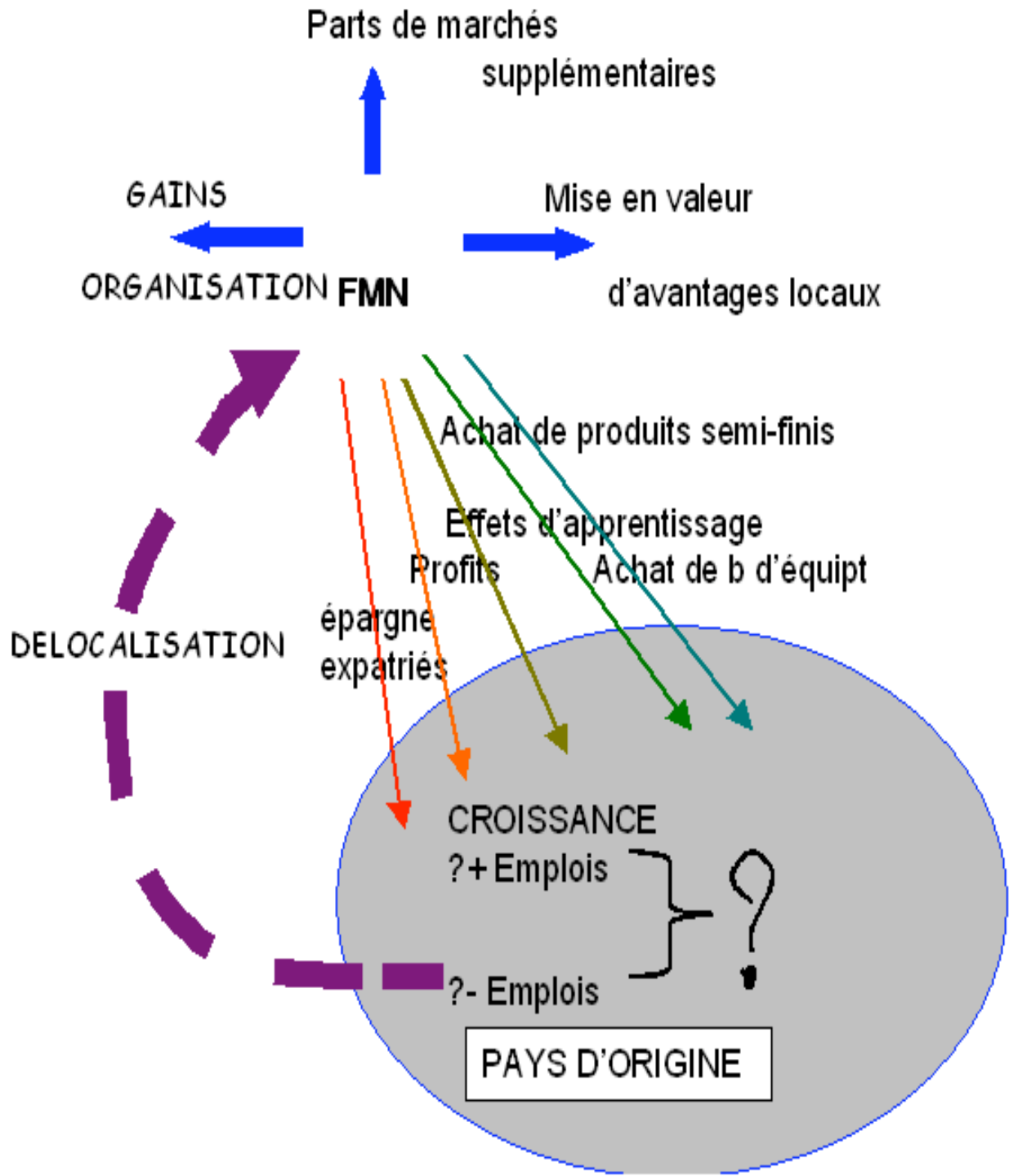
- aux opportunités d'élargir son marché par les IDE, (ex de Peugeot au Brésil Située dans l'Etat de Rio de Janeiro, l'usine de Porto Real produit depuis 2000 des Citroën Xsara Picasso et des Peugeot 206, auxquelles sont venues s'ajouter des Citroën C3 (2003) et des 206 SW

(2004) Les ventes de PSA Peugeot Citroën au Brésil ont progressé de 13,3 % en 2004, à 63 900 unités. Avec 4,3 % de part de marché, le Groupe se classe 5^e sur le marché brésilien.)

- aux retombées en terme de gains organisationnels,

donc à des revenus supplémentaires pour le pays d'origine et donc finalement à des emplois.

(Diapo)



B) La dimension financière des investissements

D'une manière générale, la globalisation financière s'entend comme une extension au niveau mondial du paradigme du marché. La création d'un tel marché unique des capitaux est censée générer une allocation optimale des ressources en capital. Mais, par ailleurs, la globalisation financière fait peser de nouveaux risques sur l'économie mondiale et met en place une nouvelle régulation économique internationale.

1. La globalisation financière : la constitution d'un marché unique des capitaux (Diapo)

a) Description générale de la globalisation financière :

- au niveau géographique : elle se traduit par la mobilité parfaite des capitaux
- au niveau fonctionnel : le marché des capitaux qui était jusqu'au milieu des années 80 très compartimenté (marché monétaire, marché obligataire, marché boursier) en France devient un marché unique des capitaux; on crée des maillons pour relier ces marchés, les opérateurs peuvent désormais réaliser des opérations d'arbitrage entre les différents marchés. C'est l'État en France qui impulse l'innovation (contrairement à l'initiative privée des États-Unis) : certificat de dépôts (TCN), billets de trésorerie (commercial paper), bons du Trésor (OAT), Matif...
- au niveau temporel : les contraintes géographiques et temporelles sont vaincues (les marchés peuvent fonctionner 24h/24 grâce aux NTIC)

b) Les origines de la globalisation :

Des facteurs d'ordre économique, politique et technique ont joué un rôle prépondérant :

Au niveau économique, on assiste aussi à une réorientation des déséquilibres mondiaux :

- pénurie de financement internationaux ds l'Après-guerre : dollar-gap.
- Déficit des paiements américains et reconstitution de réserves en \$: balances dollar : flux financiers N/N
- Montée des prix du pétrole : pétro\$ recyclage et Euro\$: flux financiers N/S,

crise de la dette qui a touché les pays du Tiers-Monde dans les années 80.

- Remboursement dette + recherche de sécurité dans les placements + financement externe des États-Unis qui attirent massivement les capitaux dans les années 1990 notamment chinois.

Au niveau politique, les États mettent en œuvre une libéralisation financière rapide et poussée dans les années 80 pour les pays européens, dans les années 90 (2ème vague) pour les pays émergents; libéralisation qui s'accompagne d'innovation de produits et de procédés.

Au niveau technique, de nouveaux produits financiers font leur apparition (titrisation): Organisme de placement collectifs en valeurs mobilières (Société d'investissement à capital variable, et Fonds communs de placement), vente à terme et produits dérivés.

Marché à terme : marché sur lequel on négocie quantité et prix d'une transaction qui sera exécutée (livraison et paiement) à une date future.

Les pratiques de la bourse des valeurs fournissent une bonne illustration du fonctionnement des marchés à terme (également utilisés pour les matières premières et les devises).

Sur le marché du "règlement mensuel", on convient, un jour quelconque du mois boursier, d'une opération au cours en vigueur, qui sera dénouée à la liquidation (on procédera à l'échange lors de la septième séance quotidienne précédant la fin du mois, soit entre le 19 et le 23 selon les jours ouvrables). On parie sur la hausse en "prenant" en début de mois pour revendre en fin de mois. Différence par rapport à l'achat au comptant et revente à la fin du mois : même plus ou moins value mais on n'a pas à sortir l'argent sauf 10% pour caution.

A l'inverse, quand par exemple, on vend à terme le 5 des titres que l'on ne possède pas et que l'on achètera le 18, on joue le titre à la baisse entre les deux dates. Différence par rapport à la vente au comptant : on réalise une transaction impossible au comptant, vendre ce que l'on ne possède pas encore.

Pour un investisseur, le règlement mensuel est un moyen de se couvrir en réalisant conjointement une acquisition à terme et une cession à terme ; il se garantit ainsi contre toute dépréciation du cours (il se "couvre à terme").

Explication : achat à terme le fait gagner si le cours monte et la vente à terme le fait gagner si le cours descend : les gains compensant les pertes, l'agent économique est couvert contre le risque de fluctuation des cours, en supportant les seuls frais financiers de ces opérations : il s'agit du coût de l'assurance qu'il a en quelque sorte contractée.

Cette procédure constitue aussi une possibilité de spéculation, un effet de levier amplifiant les gains potentiels mais aussi les pertes.

Les étapes de la mondialisation: la montée de l'interdépendance économique.

III. Par les mouvements de capitaux: une interdépendance pour le meilleur et pour le pire.

- 1) La globalisation financière: constitution d'un marché mondial des capitaux
- 2) Les effets attendus de la globalisation
- 3) Risques et limites de la globalisation
- 4) La difficile maîtrise des marchés financiers

